

Claude Serfati

Un monde en guerres

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »

Dirigée par Manuel Cervera-Marzal et Sébastien Chauvin

Claude Serfati est économiste, spécialiste de l'industrie de l'armement et de la mondialisation économique et financière. Chercheur associé à l'Institut de Recherche économique et sociale, il a été enseignant-chercheur à l'Université Versailles-Saint-Quentin. Il est membre du conseil scientifique d'ATTAC France, et auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *L'État radicalisé* (La Fabrique, 2022), *Le Militaire*, *Une histoire française* (Amsterdam Ed., 2017) et *La Mondialisation armée* (Textuel, 2001).

Claude Serfati

Un monde en guerres

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan
Correction : Géraldine Chognard

© Les Éditions Textuel, 2024
2, rue Rampal
75019 Paris
www.editionstextuel.com
ISBN : 978-2-84597-994-9
Version numérique 2024
ISBN : 9782386290053

textuel
PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

Remerciements

Je remercie Manuel Cervera-Marzal pour ses commentaires sur une première version de ce texte et Géraldine Chognard pour les corrections effectuées sur le manuscrit avant son impression.

À la mémoire de ma mère Louba, qui fut raflée avec mon frère Gérard (3 ans) le 15 février 1943 à son domicile en tant que juive par la police de l'État français. Ses parents, sa sœur et ses trois enfants (16 ans, 10 ans et 6 ans) qui étaient présents, furent également raflés. Tous furent remis aux autorités allemandes puis envoyés à Auschwitz, Bergen-Belsen et Sobibor.

*« Est-ce qu'on peut empêcher le printemps
de venir, lors même qu'on couperait
toutes les forêts du monde? »*
Louise Michel, *La Commune*, 1898

Sommaire

Introduction	9	La montée en puissance de la commission dans le domaine de la défense	167
Le déluge comme opportunité de profits	11	Concentration industrielle et fragmentation nationale	175
La mondialisation armée	17	Les relations singulières entre l'économie et le militaire dans l'UE	185
Vers une « OTAN économique » ?	23		
L'UE entre ambitions impériales et domination américaine	29		
L'âge du monde en guerres	31		
Post-scriptum :			
Israël porte-parole des valeurs occidentales	33		
Chapitre 1		Chapitre 3	
La guerre à la nature, humanité comprise	41	Chine-États-Unis, un choc d'impérialismes	191
Quatre vagues de guerre à la nature	45	Une configuration nouvelle de l'espace mondial depuis 1945	199
La maison brûle, les incendiaires courent toujours	55	L'hypothèse du développement inégal et combiné	207
La doctrine Summers demeure : « qu'ils bouffent la pollution »	61	Le développement inégal et combiné de la Chine	217
L'essor du militarisme	65	Un jeu gagnant-gagnant pendant une brève période	225
Un siècle d'extermination de masse	73	La Chine, un impérialisme émergent	229
Des modalités d'interaction différentes	77	Du déjà-vu avant 1914 plutôt que lors de la guerre froide	237
Les guerres pour les ressources, une composante de la mondialisation	83	Une interdépendance pacificatrice ?	243
L'impérialisme environnemental qui s'annonce	97		
De la gestion des « biens communs mondiaux » aux rivalités impériales	107	Chapitre 4	
Chapitre 2		L'intelligence artificielle au cœur de l'ordre militaro-sécuritaire	251
Les ambitions dominatrices de l'union européenne	111	Accumulez, accumulez (les données) c'est la loi de Google	259
Une longue histoire	115	Les technologies de surveillance sont inhérentes au capitalisme	265
L'UE : un processus fortement hiérarchisé	123	Un capitalisme de rentes	273
Une relation néocoloniale fondée sur un cosmopolitisme de marché	133	L'État n'existe pas sans surveillance de ses populations	279
Une politique migratoire sécuritaire	145	Les gouvernements et les grands groupes du numérique : « je t'aime moi non plus »	285
La frontière de l'UE est en Afrique : L'externalisation des rétentions	153	L'IA, un nouvel horizon stratégique	293
Les avancées militaristes de l'Union européenne précèdent la guerre en Ukraine	159	La technologie et le conservatisme militaire	301
		La régénération des systèmes militaro-industriels	307
		L'odeur de la poudre séduit les marchés	317
		Conclusion	325
		« Une vague de mécontentement mondial »	329
		Multilatéralisme collusoire vs « fraternité universelle »	339

Introduction

« Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge! [en français dans le texte]. Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société¹. »

¹ Karl Marx, *Le Capital*, vol. 1, chap. 10.

Le déluge comme opportunité de profits

J'ai longtemps pensé qu'« après moi le déluge » n'était qu'une métaphore employée par Marx pour souligner que le capitalisme avait rompu le métabolisme qui existe entre l'être humain et la nature² (chapitre 1). Or, la fonte accélérée de la banquise arctique³ – où le réchauffement climatique va trois fois plus vite que sur le reste de la planète – donne à cette métaphore une tragique actualité. Dans un même mouvement, le désastre climatique ouvre des perspectives radieuses pour la valorisation du capital grâce aux minerais et terres rares que l'Arctique recèle mais elle aiguise également les rivalités géopolitiques. Une responsable d'un des principaux groupes de réflexion (*think tank*) américains rappelle devant le Congrès qu'« il est fondamental de comprendre que les enjeux économiques et géopolitiques dans l'Arctique sont essentiellement dus au changement climatique⁴ ». Vladimir Poutine, dont

2 Karl Marx, *Le Capital*, vol. 1, chap. 15, cf. « La production capitaliste [...] trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. », <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-15-10.htm>. Le concept de métabolisme chez Marx a été exploré par J. Bellamy Foster. Le terme employé par Marx, *Stoffwechsel* [métabolisme] a été traduit en anglais et en français par « circulation matérielle ».

3 Les projections du GIEC annoncent un océan Arctique libre de glace à partir de 2050 de façon intermittente en période estivale.

4 Esther Brimmer, « Changing Geopolitics in the Arctic », Council on Foreign Relations, 18 juillet 2023. <https://www.cfr.org/report/changing-geopolitics-arctic-0>

le pays contrôle à peu près la moitié de la zone (et autant de la population qui y vit), accélère le projet d'une route maritime du Nord qui relierait le Pacifique à l'Atlantique avec une distance inférieure de 7000 km à celle qui passe par le canal de Panama et de Suez. La Chine envisage de construire une « route polaire de la soie ». Du côté des Occidentaux, les adhésions de la Finlande et de la Suède à l'OTAN consécutives à la guerre menée par la Russie en Ukraine sont opportunes. Elles renforcent le « flanc nord » de l'Alliance atlantique, une formulation qui avait été souvent utilisée pendant la guerre froide, ce qui indique le degré atteint par les rivalités entre l'OTAN d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre. La dégradation climatique ouvre un nouveau front, celui de l'« impérialisme environnemental » (chapitre 1).

Dans le registre du « après nous le déluge », le nom du PDG de Total pourrait figurer en haut du palmarès. Jean Jouzel, qui fut membre du GIEC pendant plus de vingt ans, décrit la réaction du PDG de Total suite à sa présentation faite devant le Medef. « J'ai expliqué pourquoi il était important d'arrêter d'investir dès maintenant dans les énergies fossiles, et de privilégier les énergies renouvelables. Il ne m'a pas dit que j'avais tort, mais en substance, il a expliqué pourquoi il allait continuer comme avant⁵. » Le climatologue conclut : « J'ai décrit les choses telles qu'elles sont face à un parterre de chefs d'entreprises, et j'ai reçu un accueil glacial [...]. Notre communication n'est sans doute pas bonne. »

5 « Jean Jouzel, climatologue, face à l'inertie des décideurs : "À la fin, j'en ai marre" », entretien accordé au journal *Les Échos*, 3 septembre 2023.

Cette autocritique de Jean Jouzel sur la communication n'est pas fondée. Comme le Medef, Emmanuel Macron est parfaitement informé que le rapport du Haut Conseil pour le climat publié en juin 2022 juge l'action de la France insuffisante pour atteindre ses objectifs en 2030. Dans son discours devant les industriels, il demande pourtant « une pause réglementaire européenne en matière environnementale » au nom de la compétitivité⁶. Ces gens-là ne sont pas des climatosceptiques, ils sont climato cyniques.

Comment expliquer que les dirigeants des États et des groupes mondiaux les plus puissants, alertés depuis des décennies par les scientifiques, fassent de la destruction de la nature un domaine d'investissement rentable ? Que le Fonds monétaire international annonce que le financement public dans les énergies fossiles a atteint en 2022 un nouveau record mondial (7000 milliards de dollars, 7 % du PIB mondial) ?

Le sentiment d'impunité vient tout de suite à l'esprit, puisqu'à l'évidence, pour reprendre les mots de Marx, « ils ne sont pas contraints par la société » à changer de modèle économique. La responsabilité personnelle ne peut toutefois pas servir d'explication unique. L'insouciance provocante des « maîtres du monde » témoigne d'une fuite en avant dans la guerre à la nature, dont l'humanité fait partie (chapitre 1). Elle a commencé il y a quelques centaines d'années à la suite des expéditions coloniales en

6 Marie Bruneau, Public Sénat, 10 juin 2023. <https://www.publicsenat.fr/actualites/environnement/demander-une-pause-environnementale-comme-le-fait-emmanuel-macron-cest-totalement-irresponsable-plaide-cette-eurodeputee-francaise>

Amérique lancées par les Européens, mais deux ruptures majeures se sont produites dans cette évolution. D'abord, les données scientifiques indiquent qu'une modification radicale du climat s'est produite il y a deux siècles en relation avec l'expansion industrielle, comme l'avait déjà montré l'historien Lewis Mumford dans un ouvrage pionnier publié il y a près d'un siècle. Mumford établit une rupture radicale dans l'histoire de l'humanité avec l'avènement du « capitalisme carbonifère » de la révolution industrielle dont le « résultat psychologique fut la conviction d'obtenir quelque chose gratuitement, le refus d'un mode de production et de consommation équilibré, l'habitude prise d'accumuler les déchets et les débris comme un fonctionnement normal de l'environnement humain⁷ ».

La seconde rupture s'est produite après la Seconde Guerre mondiale. La « guerre à la nature » n'est pas une métaphore. Des dizaines de « guerres pour les ressources », principalement situées en Afrique et dont la plupart sont endémiques, sont des guerres de la mondialisation contemporaine. Le groupe Total, comme beaucoup de ses homologues étrangers, y contribue.

L'accélération de la guerre à la nature indique que l'histoire de l'humanité ne procède pas par simple répétition du passé. C'est encore plus vrai

7 Lewis Mumford, *Technics and Civilisation*, New York, Harcourt, 1934, p. 158 (traduction de la citation par l'auteur). Pour un examen récent des objectifs de soumissions du travail au capital dans le développement du « capitalisme fossile », voir également Andréas Malm *L'Anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris, La Fabrique, 2017.

du capitalisme, dont Smith, Marx tout autant que Schumpeter constatent qu'il ne peut être « stationnaire ». Il existe certes des régularités que les économistes et les historiens ont tenté de décrire sous forme de cycles, mais en réalité, l'évolution des sociétés est rythmée par des ruptures, des bifurcations et des irréversibilités dans les interactions entre l'être humain et son environnement. En reprenant le langage de la philosophie de l'histoire, le destin de l'évolution humaine est de connaître périodiquement une transformation qualitative de processus jusqu'alors graduels. Cette réalité s'impose aux sociétés dominées par le capitalisme peut-être plus qu'à celles qui l'ont précédée. C'est pourquoi, ainsi que le précise l'historien William Sewell, « nous devons prêter attention aux temporalités multiples et contradictoires du capitalisme et à la façon dont elles se manifestent dans les institutions que nous analysons⁸ ».

Dans le monde contemporain, le temps du circuit économique (production-échange-consommation) n'est pas le même que le temps géopolitique, et il est encore plus différent du temps long de reproduction des écosystèmes. Or, le « moment 2008 » dans lequel nous sommes entrés, résulte d'une remarquable *concordance de temporalités* entre des dynamiques qui ont chacune leur rythme propre. Le « moment 2008 » agrège un état de l'économie mondiale qui est qualifié de « longue dépression⁹ », des rivalités géopolitiques et une concurrence économique

8 William H. Sewell, « The temporalities of capitalism », *Socio-Economic Review*, vol. 6, n° 3, juillet 2008.

9 Roberts Michael, *The Long Depression: Marxism and the Global Crisis of Capitalism*, Chicago, Haymarket Books, 2016.

qui s'entrelacent étroitement, et l'accélération de la guerre à la nature que j'ai décrite.

C'est ce moment de rupture de l'histoire humaine qui est l'objet de cet ouvrage.

La mondialisation armée

Il y a un peu plus de vingt ans, quelques mois avant les attentats du 11 septembre 2001, j'ai publié *La Mondialisation armée*. L'ouvrage développait un point de vue totalement opposé à celui des apôtres de la mondialisation, dont Alain Minc. Dans son ouvrage *La Mondialisation heureuse* paru en 1997, Minc y expliquait « qu'on ne combat pas plus la mondialisation qu'on ne conteste le soleil ». Cette naturalisation des rapports sociaux aurait dû alerter.

Une nouvelle conjoncture historique, qui n'avait rien de « naturelle », s'était effectivement installée à la suite de la disparition de l'URSS en 1991 et de la grande crise économique de 1973, dont l'onde de choc était encore perceptible à la fin des années 1980. Une cause majeure de cette longue crise fut la baisse de rentabilité du capital investi par les entreprises (proche du taux de profit de Marx), qui demeure un indicateur indispensable pour mesurer les pulsations du capitalisme. Cette nouvelle conjoncture a ouvert le chemin du pouvoir au capital financier, et fait émerger un « régime d'accumulation dominé par la finance¹⁰ », ainsi que François Chesnais l'a qualifié.

Toutefois, l'objectif de la *Mondialisation armée* était, pour subvertir une formule connue, de rappeler que le capitalisme marche sur ses deux pieds. Il

¹⁰ François Chesnais, *La Mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994.

n'est pas seulement un régime d'accumulation qui englobe pour faire bref la production de valeur, sa répartition sous forme de revenus et leur utilisation (consommation, épargne). Il est tout autant un régime de domination sociale, dont la police (à l'intérieur) et l'armée (vers l'extérieur) assurent la défense, et même à certains moments, en permettent la survie. Toute analyse de l'évolution des économies capitalistes devrait tenir compte de cette réalité devenue aujourd'hui mondiale.

La période de mondialisation ouverte au début des années 1990, loin de marquer une victoire des « marchés », et moins encore d'annoncer la « fin de l'histoire », a donné lieu à une configuration nouvelle des relations entre les domaines de l'économie et du militaire. Les agendas de sécurité nationale, qui sont au cœur de la mondialisation armée, incarnent ce changement. Un de leurs messages est un abaissement des frontières entre les guerres contre les ennemis extérieurs et ceux de l'intérieur, entre la concurrence économique et les rivalités géopolitiques. Jean Jaurès avait déjà noté que telle est l'essence du capitalisme. « La guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples. C'est de la division profonde des classes et des intérêts dans chaque pays que sortent les conflits entre les nations¹¹. » Ce que Jaurès nous dit, et qui sera au

cœur des théories de l'impérialisme, c'est que les guerres interétatiques résultent d'une quête incessante de nouveaux domaines de valorisation, et que le capital s'attaque pour cela à tous les obstacles qui se dressent sur sa voie, que ces obstacles résultent de la résistance de la nature, de celle des êtres humains ou bien qu'ils soient dressés par les frontières nationales au sein duquel il prospère. En ce sens, les analyses marxistes de l'impérialisme ne sont en aucun cas des théories des relations internationales, elles formulent des hypothèses sur les relations entre les guerres interétatiques et les guerres sociales.

À la différence des êtres vivants, les modes de production qui forment la base de la vie sociale ne connaissent pas de crise terminale car ils peuvent survivre longtemps après avoir subi des traumatismes majeurs. Presque deux décennies après son irruption, la sortie de la crise de 1973 résulta principalement de deux facteurs : d'une part, un changement total de politique économique – l'avènement de ce qui est communément appelé le « néolibéralisme » – qui continue encore aujourd'hui à démanteler les systèmes de protection sociale construits dans la période d'après-guerre et d'autre part, l'entrée de la Chine et des anciens pays satellites de l'URSS sur le marché mondial, ce qui a permis en un éclair de doubler la force de travail mondiale. Ensemble, ces deux facteurs ont permis de redonner confiance et puissance au capital face au travail. Ils ont propulsé la prospérité financière d'une petite minorité (les « 1 % » les plus riches de la population mondiale) à des niveaux

¹¹ Jaurès Jean, discours sur « l'armée démocratique » à la Chambre des députés, 7 mars 1895. http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/le-capitalisme-porte-en-lui-la-guerre-1895/

inconnus¹². Certaines données sont éloquentes quant au rapport de force entre le capital et le travail : selon l'ONU, entre 1980 et 2022, la part des salaires dans la valeur ajoutée (composée en gros des salaires et des profits) est passée de 63 % à 52 % dans les pays développés et de 62 % à 49 % dans les pays en développement¹³. Angus Deaton, l'économiste à qui fut décerné en 2015 le prix de la Banque centrale de Suède (faussement appelé prix Nobel) résume ainsi cette nouvelle conjoncture historique : « la guerre à la pauvreté est devenue une guerre contre les pauvres¹⁴ ».

L'éclaircie économique a duré moins de deux décennies, elle a pris fin avec la crise financière de 2008 mais le « moment 2008 », ainsi que je l'appelle, ne se réduit pas à cette crise. L'irruption massive des peuples sur la scène politique (les « printemps arabes ») ébranla les régimes autoritaires du Maghreb et du Moyen-Orient et donc le positionnement géopolitique de leurs parrains, en particulier la France. De plus, l'enlisement des États-Unis dans leurs guerres en Afghanistan (2001) et en Irak (2003) annonçait le déclin de la domination du monde qu'ils exercent depuis 1945. Car la Chine ne s'est pas contentée d'être l'« atelier du monde », elle est devenue une puissance économique et militaire de premier plan qui conteste l'ordre international construit depuis la Seconde Guerre mondiale, et à ce titre, elle est désormais considérée par l'administration américaine

– mais aussi par l'UE – comme un « rival systémique ». La secrétaire d'État au Trésor des États-Unis traduit ce slogan par cette remarque : « la croissance économique de la Chine ne doit pas être incompatible avec le leadership économique américain¹⁵ ». On ignore les parts respectives dans cette déclaration de l'arrogance et de l'inconnaissance.

À cet égard, la comparaison souvent faite avec l'antagonisme États-Unis - URSS au cours de la guerre froide est trompeuse, car l'URSS était en fait peu insérée dans les circuits de l'économie mondiale et la compétition était essentiellement militaire. Ce qui donne toute son ampleur à la rivalité américano-chinoise, c'est que concurrence économique et conflit géopolitique surgissent *en même temps*. C'est pourquoi la comparaison avec la situation qui prévalait avant 1914, celle des rivalités impérialistes « classiques », semble plus adéquate pour caractériser ce « choc d'impérialismes » (chapitre 3). On y retrouve les mêmes conflits pour le partage du monde qui opposent les grands groupes mais aussi leur pays d'origine. C'est cette interaction explosive au sein de l'espace mondial entre d'une part les dynamiques de concurrence mondiale du capitalisme monopoliste et d'autre part l'existence d'un système international d'États rivaux dont les théories marxistes de l'impérialisme ont rendu compte, en s'inspirant, avec des modifications substantielles, du travail pionnier de l'économiste libéral J. Hobson¹⁶.

12 En 2022, les 1 % de la population les plus riches (59 millions de personnes) possédaient 44,5 % de toute la richesse mondiale des ménages.

13 United Nations, *2022 Trade and Development report*, New York.

14 Chris McGreal, « Angus Deaton on inequality: "The war on poverty has become a war on the poor" », *The Guardian*, 7 octobre 2023.

15 Communication de Janet L. Yellen, secrétaire d'État au Trésor, à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, 20 avril 2023. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1425>

16 John A. Hobson, *Imperialism: A Study*, New York, James Pott & Co, 1902.

Vers une « OTAN économique » ?

Après avoir vanté pendant deux décennies les bienfaits de l'interdépendance économique pour la croissance mondiale, les dirigeants des États-Unis ont inversé leur discours et plaident désormais pour le « découplage » des économies occidentales et de la Chine, c'est-à-dire pour une politique à l'exact opposé de celle de l'interdépendance. Celle-ci était censée pacifier les relations internationales, elle aiguise aujourd'hui les antagonismes militaires. L'hypothèse de relations harmonieuses entre le commerce international et la paix, imaginée par Montesquieu (« le doux commerce ») puis confirmée selon les économistes dominants du XIX^e siècle¹⁷ et les apôtres de la « mondialisation » aujourd'hui, est une fois de plus démentie. Comme le remarquent certains politistes des courants dominants, le niveau d'interdépendance atteint par les sociétés modernes facilite la militarisation (*weaponization*) des relations économiques (chapitre 3). Ce qui est certain, c'est que depuis la fin des années 2000, la distance entre la concurrence économique et les rivalités militaires a considérablement diminué, laissant la place à un continuum qui élargit les terrains d'affrontement et multiplie les risques de conflagration.

17 Avec les deux propositions clés suivantes : Ricardo a montré que la division internationale du travail est positive pour tous (jeu gagnant-gagnant) et l'ouverture économique des pays conduit à leur convergence économique et sociale.

Le « découplage » souhaité par les dirigeants américains s'inscrit dans un objectif stratégique bien plus large : la construction d'une « OTAN économique » grâce à la « relocalisation amie » (*friendshoring*) dans les pays occidentaux et leurs soutiens. En vérité, l'« OTAN économique » était déjà un objectif inscrit dans le partenariat transatlantique négocié entre les États-Unis et l'UE au début des années 2010¹⁸. L'objectif est de resserrer les liens au sein du bloc transatlantique hiérarchisé. J'appelle ainsi cet espace géoéconomique et militaire dominé par les États-Unis, dont la zone euro-atlantique constitue le cœur, mais qui inclut certains pays d'Asie-Pacifique, tels qu'Israël, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ce bloc repose sur un solide trépied : une intégration économique croissante des capitaux financiers et industriels, une alliance militaire (l'OTAN et des alliances similaires avec Israël et les pays d'Asie-Pacifique) et une communauté de valeurs qui associe l'économie de marché, la démocratie et la paix. Cependant, les pays qui le composent conservent leur autonomie et demeurent en concurrence, autrement dit, la notion de bloc transatlantique hiérarchisé est différente de celle d'un « empire américain » qui confinerait chacun de ses membres à un statut de vassal.

Dans un contexte marqué par l'occurrence conjointe d'une crise économique, environnementale, sanitaire et géopolitique, ce qui permet aux

18 Claude Serfati, « Le traité transatlantique : un accord controversé et dangereux pour les salariés », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 149, mars 2015.

chercheurs imaginatifs de parler de « polycrises¹⁹ », le bloc transatlantique ne promeut plus une approche inclusive de l'économie mondiale, il cherche à souder plus fortement ses liens afin de tenter d'agréger autour de lui quelques pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie dans un affrontement avec les « rivaux systémiques » (Chine et Russie).

Toutefois, le « découplage » pose aux dirigeants occidentaux deux défis majeurs. D'abord, il est lesté d'énormes difficultés en raison du degré d'intégration atteint par l'économie mondiale qui résulte de la construction par les grands groupes mondiaux de chaînes de production très hiérarchisées, présentes dans des dizaines de pays et qui incluent des milliers de sous-traitants. On estime que 80 % des flux de commerce international passent par ces chaînes de production, que les groupes mondiaux réalisent eux-mêmes la moitié du commerce mondial et qu'ils emploient un quart de la main-d'œuvre mondiale²⁰. Tous les grands groupes occidentaux sont présents en Chine et la plupart ne sont pas prêts à s'en désengager massivement. Un seul exemple suffira. Le PDG du groupe américain Raytheon, concepteur du système de défense antimissiles de son pays et de celui mis en place par Israël, a déclaré que « le groupe a des milliers de fournisseurs en Chine [...]. Découpler

19 Adam Tooze, « Welcome to the world of the polycrisis. Today disparate shocks interact so that the whole is worse than the sum of the parts » [Bienvenue dans le monde des polycrises. Aujourd'hui, des chocs disparates interagissent de telle sorte que le tout est pire que la somme des parties], *Financial Times*, 28 octobre 2022.

20 OECD, *Multinational Enterprises In Domestic Value Chains*, *OECD Science, Technology And Industry Policy Papers*, n° 63, Paris, mars 2019.

est impossible²¹ ». Qu'un pilier du « complexe militaro-industriel » prenne publiquement ses distances avec l'administration américaine sur une question jugée existentielle pour son pays devrait stimuler les recherches de la pensée critique sur les relations entre l'État et les entreprises au sein du capitalisme.

La relocalisation « dans les pays amis » et la diversification des fournisseurs qui assureraient la « résilience » des chaînes de production et diminueraient ainsi la dépendance occidentale vis-à-vis de la Chine nécessiteraient des investissements colossaux que les dirigeants de groupes ne sont pas prêts à faire pour au moins deux raisons. D'une part il faudrait tailler dans la distribution de dividendes aux actionnaires (dont les dirigeants font partie); d'autre part l'horizon temporel du retour sur investissement s'éloignerait, même dans une hypothèse favorable (et peu probable) de forte croissance économique, alors que les marchés financiers vivent pour l'essentiel dans le court terme. Seul un affrontement définitif entre les États-Unis et la Chine pourrait conduire les dirigeants des groupes à modifier radicalement leur point de vue.

Ensuite, loin des effets espérés, la construction d'une OTAN économique risque d'accélérer le processus d'intégration régionale en Asie déjà bien engagé et dont la Chine est à l'évidence la force organisatrice. Faire pression sur les pays asiatiques afin qu'ils rompent avec la Chine est une demande

insistante de l'administration américaine qui revient en réalité à leur demander d'accepter le statut de colonie américaine. Cette conjecture date du XIX^e siècle, pas du XXI^e.

21 Sylvia Pfeifer, « “We can de-risk but not decouple” from China, says Raytheon chief », *Financial Times*, 19 juin 2023.

L'UE entre ambitions impériales et domination américaine

L'antagonisme croissant entre la Chine et les États-Unis ainsi que la guerre en Ukraine posent à nouveau la question de l'autonomie dont dispose l'UE au sein du bloc transatlantique (chapitre 2). Jean Pisani-Ferry, un économiste connu pour son fort engagement pro-UE, observe que le « nouvel impérialisme » fondé sur l'existence de monopoles économiques et de rivalités géopolitiques donne de plus en plus raison aux caractéristiques énoncées par Lénine²². Il propose donc que l'UE incorpore enfin les enjeux de sécurité dans sa politique économique. En réalité, l'UE manifeste déjà – dans le sillage du passé colonial de plusieurs États membres – des ambitions dominatrices (impériales) sur certaines régions de « son voisinage » – à l'est et au sud – et elle s'appuie sur les États membres les plus militarisés pour développer des programmes communautaires de défense. Elle demeure toutefois entravée par le fait que, loin d'être un État fédéral, elle est traversée par des désaccords, parfois des conflits, entre ses États membres qui ont pour cause des niveaux économiques très inégaux, un appétit militariste plus ou moins fort, des relations aux États-Unis différentes, des cultures nationales distinctes, etc. Les pressions américaines en faveur d'une « OTAN économique »

²² Jean Pisani-Ferry, « Europe and the New Imperialism », *Project Syndicate*, 1^{er} avril 2019.

sont suivies avec inquiétude par les pays européens les plus puissants – au premier chef par l'Allemagne et les pays qui sont dépendants de son industrie – puisqu'elles s'accompagnent d'une politique industrielle protectionniste vis-à-vis de l'UE qui menace le positionnement international de l'Allemagne. En réalité, plus les liens se resserrent entre la concurrence économique mondiale et les rivalités militaires, plus la dépendance de l'UE à la puissance militaire des États-Unis s'accroît.

L'âge du monde en guerres

L'année 2023 a été caractérisée par la poursuite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et par une nouvelle étape de la guerre menée par Israël contre les Palestiniens (voir plus bas). Puis, en octobre 2023, il y eut cette nouvelle offensive de l'armée d'Azerbaïdjan qui a repris le contrôle de la région principalement composée d'Arméniens du Haut-Karabakh. Puis, toujours en octobre 2023, des bombardements de la Turquie qui ont détruit plus de la moitié des infrastructures pétrolières du Kurdistan en Syrie. Et puis les dizaines de guerres pour les ressources...

La liste n'est pas close. Comme tout fait social, les conflits armés doivent être contextualisés, ou pour le dire autrement, les sociétés humaines subissent des guerres qui sont façonnées par leur conjoncture historique. Parmi les vecteurs qui modifient la conduite des guerres, la technologie occupe une place centrale. L'intelligence artificielle (IA) transforme l'ordre militaro-sécuritaire contemporain. À rebours de ce que permettrait leur usage socialement maîtrisé afin de satisfaire les besoins de l'humanité, les technologies qui reposent sur l'IA transforment *simultanément* les données personnelles en source d'accumulation de profits, elles renforcent le pouvoir sécuritaire des États et elles introduisent de nouvelles formes de guerre grâce à leur utilisation par les militaires. En somme, l'IA offre des potentialités d'utilisation contre les êtres humains dans tous les domaines de leur vie en société en tant qu'ils sont à

la fois salariés, citoyens et « civils » menacés par les guerres (chapitre 4).

Les ruptures technologiques introduites par l'IA dans la défense facilitent, tout autant que la montée des tensions géopolitiques, la régénération des systèmes militaro-industriels. Ce ne sont pas les seuls facteurs. Les investisseurs financiers s'intéressent de longue date aux groupes de l'industrie de l'armement des grands pays occidentaux parce qu'ils offrent aux actionnaires une sécurité de rendement de long terme qu'aucun autre secteur ne peut offrir. Les performances boursières de ces groupes depuis la Seconde Guerre mondiale leur donnent raison (chapitre 4). Le monde en guerres transforme ainsi les anticipations de conflits adoptées par les marchés financiers en réalités catastrophiques.

Post-scriptum : Israël porte-parole des valeurs occidentales²³

Au moment où la rédaction de cet ouvrage est achevée (janvier 2024) une nouvelle étape de la guerre menée par Israël contre les Palestiniens est en cours. Elle est consécutive aux attaques armées qui ont été menées le 7 octobre 2023 par le Hamas contre les militaires et la population israélienne. Celles-ci sont qualifiées de terrorisme par les gouvernements des pays occidentaux et les médias dominants²⁴. La définition du terrorisme est, selon l'ONU, laissée en grande partie à la discrétion des États, ce qui conduit à diverses interprétations dans les législations antiterroristes²⁵. Ainsi que cet ouvrage le montre, la qualification de terrorisme est un enjeu

23 « Le ministre de la Défense a déclaré : « Nos ennemis communs partout dans le monde nous observent et ils savent qu'une victoire d'Israël est une victoire du monde libre dirigé par les États-Unis ». » (ma traduction), cité dans « Gallant tells Austin "our common enemies are watching" cautions war in Gaza will take time », *Times of Israël*, 18 décembre 2023.

24 La BBC constitue une exception notable. Motif : « ce n'est pas notre travail de dire aux gens qui sont les braves et les sales types » (John Simpson sur le site de la BBC). Il semble établi que, dans son offensive armée du 7 octobre 2023, le Hamas a commis des crimes de guerre en assassinant plus d'un millier de civils. Si cette réalité est un élément déterminant pour parler d'action terroriste, alors les pratiques de l'État israélien pourraient être qualifiées de terrorisme *d'État*, la différence *instrumentale* majeure (c'est-à-dire indépendamment de la légitimité qui lui est accordée par ses alliés du bloc transatlantique et la « communauté internationale ») résidant dans la possession d'armes de haute technologie destinées aux destructions de masse.

25 Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme estime « qu'au minimum, le terrorisme implique l'intimidation ou la coercition de populations ou de gouvernements par la menace ou la perpétration d'actes de violence, causant la mort, des blessures graves ou la prise d'otages ». <https://www.ohchr.org/fr/terrorism>

politique majeur qui permet de réprimer les mouvements de contestation et de discréditer les opposants politiques²⁶.

Il faut d'autre part laisser aux historiens la tâche d'analyser les facteurs qui ont permis à un millier d'individus venant de Gaza de paralyser les communications électroniques de l'armée israélienne²⁷, de contourner à l'aide d'équipements de parapentes un mur long de 60 kilomètres dont la construction avait coûté plus d'un milliard d'euros puis de mener leurs opérations destructrices en Israël pendant plusieurs heures. Cette tragédie invite toutefois à réfléchir sur les interactions entre les technologies militaires les plus complexes qui sont par exemple mises au point par ce pays, qui se qualifie lui-même de « start-up nation » et les opérateurs humains qui en ont le contrôle, à l'heure où des processus automatisés fondés sur l'intelligence artificielle sont intégrés dans les armes nucléaires (chapitre 4).

Ce bref post-scriptum a donc pour simple objectif de dégager les lignes de force de ce conflit à la lumière des hypothèses proposées dans cet ouvrage. Dans ce *monde en guerres*, les raisons ne manquent pas pour comprendre pourquoi l'invasion de Gaza par Israël occupe une place particulière dans le traitement de l'information qui contraste avec le silence

26 Voir sur le traitement de la guerre en Palestine par les médias français et la bataille politique engagée en France autour de la qualification de « terrorisme », l'article d'Arnaud Galliere et Pauline Perrenot : « Israël-Gaza, l'onde de choc » sur France 2 : la télévision contre la pensée », site de l'association Acrimed, acrimed.org, 25 janvier 2024.

27 Samia Nakhoul et Jonathan Saul, « How Hamas duped Israel as it planned devastating assault », site de l'agence Reuters, 10 octobre 2023.

fait sur les dizaines d'autres conflits armés. D'abord, la puissance du matériel utilisé est effrayante. Plus de bombes ont été lancées sur Gaza pendant la semaine qui a suivi le 7 octobre que durant l'année 2019 en Afghanistan (pays 20 fois plus peuplé) par l'armée américaine. Elles tuent en majorité les femmes et les enfants et ont détruit, selon un rapport de l'ONU, plus de la moitié des immeubles et des écoles. Grâce à l'intelligence artificielle, l'armée israélienne « peut “générer” des cibles presque automatiquement à un rythme qui dépasse de loin ce qui était possible auparavant²⁸ ». Cette guerre, diffusée en temps réel par les médias, devrait discréditer définitivement ceux qui reprennent les expressions telles que « bombes intelligentes », de « frappes chirurgicales » et de « neutralisation ciblée de terroristes », autant d'expressions qui sont nées d'une *alliance militaro-médiatique* contre-nature. Ensuite, le projet colonial qui sous-tend le déplacement de plus de la moitié de la population de Gaza selon l'ONU, est ouvertement revendiqué par le gouvernement israélien qui explique qu'on ne peut gagner la guerre « quand des masses de population se trouvent entre les chars et les soldats » et que « la guerre finira donc par la Nakba 2023 de Gaza²⁹ ». Le terme Nakba (catastrophe en arabe) désigne l'expulsion de près de 800 000 Palestiniens soit environ trois quarts de ceux qui y vivaient après la création d'Israël en 1948.

28 Yuval Abraham, « Une usine d'assassinats de masse : Les bombardements calculés d'Israël sur Gaza », site de l'UJFP, <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/12/01/une-usine-dassassinats-de-masse-les-bombardements-calculés-disrael-sur-gaza/#>

29 Michael Hauser Tov, « “We're Rolling Out Nakba 2023” Israeli Minister Says on Northern Gaza Strip Evacuation », *Haaretz*, 12 novembre 2023.